



COMPTE-RENDU DU BUREAU

MERCREDI 26 AVRIL 2023

En visioconférence

B.O n° 2580

Présents :

Président	Gilles SEZIONALE
Trésorier	Bernard DALMON
Trésorier adjoint	Patrick PEREZ
Secrétaire Générale	Dominique CUPILLARD
Secrétaire général adjoint	Philippe BRIOUT
Vice-président(e)s	Bénédicte COMPOIS Christiane GUERIN (en partie) Dominique LAGIER Jean-Luc MANAUDOU Joël PINEAU
Chargés de mission	Denis CADON Benjamin MERCIER Stéphane METZGER

Excusé :

Vice-Président	Lazreg BENELHADJ
----------------	------------------

Assistent :

Directeur Général	Laurent CIUBINI
Directeur Technique National	Julien ISSOULIE
DTN Adjointe	Agnès BERTHET
Responsable Financière par intérim	Ingrid D'HOSTINGUE
Responsable de la coordination des instances	Magali TAPRET
Représentant Société MAESTIS	Guillaume DUARTE
Représentant Société MAESTIS	Vincent BAUDEVIN

Dominique Cupillard procède à l'appel nominal.

Gilles Sézionale fait un rapide tour d'horizon des dernières échéances sportives, dont le succès du Giant Open organisé les 18 et 19 mars à Saint-Germain-en-Laye, les dernières sélections obtenues pour l'Eau Libre, la place du CN Marseille pour accéder à la phase finale et l'excellente performance sur 50 NL de Florent Manaudou lors des Championnats de Belgique. La prochaine échéance sportive majeure se tiendra à Montpellier avec l'accueil de la Coupe du Monde de Natation Artistique du 5 au 7 mai prochain.

1. Affaires administratives

1.1 – Validation des procès-verbaux des cercles de compétence

▪ *CC Natation Artistique du 2 mars 2023 (en annexe)*

Ce procès-verbal est validé par le Bureau.

▪ *CC Maîtres du 3 mars 2023 (en annexe)*

Ce procès-verbal est validé par le Bureau.

- ***CC féminisation et lutte contre les discriminations du 9 mars 2023 (en annexe)***

Ce procès-verbal est validé par le Bureau.

- ***CC Licences et Affiliations du 11 avril 2023 (en annexe)***

Ce procès-verbal est validé par le Bureau.

- ***CC Natation Course du 21 avril 2023 (en annexe)***

Deux points principaux sont évoqués :

- Organisation des Championnats de France Juniors 25m de décembre 2023

Dominique Cupillard informe du désistement de Dunkerque pour cette organisation en raison du retard dans l'achèvement des travaux de la piscine.

Le Club de Montluçon, sous couvert de la Ligue AURA, s'est porté candidat pour reprendre cette organisation.

Denis Cadon souhaite que le CC Natation Course soit associé à la validation de ce lieu, afin de s'assurer au préalable que la capacité d'accueil de l'équipement soit adaptée à ce championnat. A ce titre, le CC Natation Course souhaite plus globalement sécuriser le processus de validation des lieux d'organisation de tous les Championnats (homologation de l'équipement et capacités d'accueil en fonction de la population concernée). Le CC propose d'autre part d'avancer la date des CF Juniors d'une semaine, afin de les séparer des CF Benjamins programmés sur la même période. S'agissant de deux championnats importants, le cercle estime en effet préférable de ne pas disperser les ressources afin de garantir une présence suffisante sur les deux compétitions.

-Projet de réforme des catégories d'âge suite aux changements de catégories imposés par l'AQUA, LEN et COMEN

Après analyse approfondie, le CC propose l'alignement des catégories entre les filles et les garçons pour plus de clarté. Ainsi, les U14 seront la première catégorie pour les Juniors au lieu d'être dans la dernière catégorie de la tranche précédente pour les garçons comme pour les filles, qui étaient déjà dans ce schéma.

Philippe Briout se dit perdu sur les catégories d'âge et estime que les changements permanents les rendent illisibles auprès des familles.

Joël Pineau souhaite dans le même esprit qu'une stabilité en la matière soit trouvée.

Gilles Sezionale : la réflexion doit être poussée sans complexification entre l'harmonisation des programmes qui est primordiale et la réforme des catégories d'âges. Nous devons préserver la population des plus jeunes qui s'est appauvrie suite aux années Covid et les faire nager le plus possible.

Pour Denis Cadon, le changement d'appellation des catégories n'est pas le plus compliqué à appréhender. Nous devons relativiser et ne pas accorder autant d'importance à ces changements que nous devons expliquer.

Julien Issoulié confirme qu'il s'agit d'un lourd sujet de discussion mais nous arrivons aujourd'hui à quelque chose qui n'évoluera plus. Par ailleurs, l'alignement filles et garçons est plus simple à comprendre pour les familles. Nous répondons depuis des années à des courriers pour expliquer les raisons d'un non alignement. Bénédicte Compois ajoute qu'un travail est également en cours sur les déclinaisons pédagogiques et éducatives avec des recommandations par catégorie et tranche d'âge, afin de se reconnecter avec l'Académie de la Natation qui sera dans sa phase opérationnelle pour les plus jeunes en septembre prochain. L'objectif étant d'aller plus loin dans l'explicitation du programme et des orientations à donner pour chaque catégorie.

Ce point sera discuté lors du prochain Cercle des Territoires de Natation Course fixé le 2 mai prochain.

Ce procès-verbal est validé par le Bureau - 1 abstention (Joël Pineau)

1.2 – Point sur le groupe de travail « Com institutionnelle »

Bénédicte Compois rappelle que suite à la journée de travail du 25 janvier dernier sur la partie budgétaire, il a été proposé de réfléchir sur un support de communication concernant les orientations fédérales afin de

donner de la lisibilité aux clubs. Un groupe ad hoc a été constitué (Dominique Cupillard, Bénédicte Compois, Stéphane Metzger et Patrick Perez) pour commencer à travailler sur les contenus avec un premier temps de travail visant à définir les grands axes sur lesquels s'appuyer, dont :

- Le projet sportif pluridisciplinaire en direction des Jeux Olympiques, avec un premier bilan intermédiaire des échéances internationales et du nouveau PPF et la fixation des objectifs ;
- L'évolution du fonctionnement fédéral et les adaptations aux nouvelles contraintes, avec notamment la mise en place du nouveau modèle de gouvernance de ce mandat : les cercles de compétence, les adaptations en interne par rapport au fonctionnement, à l'impact du Covid et de l'inflation et à la diminution du nombre de CTS au sein de la Fédération par rapport aux fonctions qui leur ont été attribuées au sein des territoires.
- Le développement à destination des clubs (les services informatiques, la formation à l'apprentissage, l'Académie de la Natation, le Centre de Ressources Fédéral et les déclinaisons territoriales du nouveau PPF).
- Les ambitions fédérales : sportives, informatiques, le renforcement des liens avec les clubs, l'augmentation du nombre de pratiquants et la nécessité de faire évoluer nos modèles socio-économiques.

La phase suivante sera de décliner ce plan via un support de communication qui servira à l'Assemblée Générale et pourra être utilisé à destination des clubs.

Stéphane Metzger se dit juste inquiet en termes de temporalité pour une présentation à l'Assemblée Générale de juin. Cette communication simple et visuelle a pour objectif de s'adresser de façon pédagogique aux présidents de clubs afin de tordre le cou à certaines idées reçues, souvent erronées par manque de communication, tant au niveau sportif qu'au niveau du fonctionnement fédéral.

Laurent Ciubini : un travail sera réalisé avec les équipes fédérales pour nourrir ce document.

1.3 - Situation administrative de la ligue de Guyane

A ce jour la Fédération n'a reçu aucun retour de la Ligue Guyane. Comme acté lors du dernier Codir du 8 mars 2023, sans réponse de la ligue au 1^{er} mai 2023, la Ligue de Guyane est placée sous tutelle de la Fédération.

2. Affaires financières

2.1. - Point à date sur les licences

- ✓ 333 402 licences au 25 avril (+ 18 507 par rapport à N-1) (+ 5,88 %)
- ✓ 6 238 318 € à ce jour ce qui n'est pas conforme aux objectifs. 1 100 000 € sont encore à aller chercher d'ici le 31 août 2023.

2.2. - Point clôture des comptes 2022

Laurent Ciubini remercie Ingrid d'Hostingue pour le travail produit en un laps de temps très court, la validation des comptes par les CAC n'étant intervenue que ce matin. A noter que le résultat précédemment estimé à -900K€ est aujourd'hui supérieur en raison d'un certain nombre de prestations reclassées par les CAC en fonctionnement.

Bénédicte Compois demande comment sont prises en compte les licences pour les estimations de clôture des comptes. Pourquoi ne pas prendre en compte 12 mois car on prend un risque supplémentaire en s'appuyant sur les licences 4 mois plus tard. S'il est périlleux de changer le système, compte tenu de la fluctuation, la clôture de l'exercice est toujours impactée par le N+1, cela donne des hypothèses qui glissent tous les mois. Dans le mauvais sens, cela crée des instabilités.

Bernard Dalmon répond que 4/12^{ème} des licences arrêtés au 15 avril sont pris en compte pour les comptes 2022 et le restant pour 2023.

Laurent Ciubini rappelle que cette formule a été proposée par l'ancienne équipe pour stabiliser le risque sur 2 saisons et par les CAC, hostiles à toute modification du comptage des licences. Malheureusement nous constatons aujourd'hui un infléchissement au niveau des licences.

Denis Cadon confirme que ce sujet a souvent été évoqué par les précédentes équipes, nous avons essayé de sortir de ce type de comptage, mais il nous a toujours été imposé par les CAC.

Ingrid d'Hostigue met l'accent sur le fait que la situation de l'année 2022 est celle d'une sortie de crise sanitaire avec une reprise des activités et une hausse de la consommation des biens et des services.

Les faits marquants 2022 :

- Une hausse du budget de 22 % entre 2017 et 2022
- Le contexte inflationniste à hauteur de 5,2%
- Une relance des investissements > 2M€ en immobilisations
- Une trésorerie forte à 5 310M€ dont 2,3M€ de placements
- Programme sportif :
 - Dépenses de 8 779k€ en 2022 vs 5 748k€ en 2021
 - Recettes de 6 395k€ en 2022 vs 4 711k€ en 2021
 - Soit une Intensification > +1,3 M€
- Réseaux et équipement :
 - Achat 11 bassins mobiles > 1 313k€
 - Subvention ANS 2024 > 1 237k€
- Systèmes d'information :
 - Lancement Aqua Vista > budget de 669k€
 - Contribution +0,50€/licence des ligues > 182 k€
 - Subvention ANS 343 k€

Autres faits 2022 :

- Impact sportif : championnats non prévus ou déplacés > 473 K€
- Impact ressources humaines :
 - Rattrapage cotisations > 125 k€
 - Mise aux normes URSSAF > 10 k€
 - Rattrapage perte Covid > 25 k€
- Impacts DAF : dépréciations, provisions et régularisation pertes > 230 k€
- Impacts Transformation Numérique :
 - Reclassement migration > 65 k€
 - Bascule subvention ANS en investissement > 242 k€

Soit un résultat 2022 établi à – 1 170 K€ (6,3 % du budget).

Avec un total des dépenses 2022 à 22 209 k€ (- 3 227 k€ par rapport au budget) et un total des recettes 2021 à 21 039 k€ (+ 2 518 k€ par rapport au budget).

Est ensuite présenté le réalisé 2022 vs 2021 par nature comptable et le réalisé 2022 vs budget 2022 par direction (cf tableaux en annexe).

A noter que les frais de personnel, qui représentent le premier poste de charges à la Fédération, restent stables (26%) ; la masse salariale n'est pas passée de 4,2M€ à 5,4M€, car il s'agit de charges de sous-traitance.

Sur le comparatif 2022 des dépenses réalisées vs budget par Direction, le delta s'élève à + 3 763 K€.

En ce qui concerne les recettes par Direction, le delta s'élève à + 2 503 K€.

Soit un solde 2022 à – 1 170 K€.

Le budget du programme Aqua Vista pour 2022 s'élève à 781K€, financé à hauteur de 23 % par les ligues, 18 % par la Fédération, 14 % par les licences et 44 % par l'ANS.

Bénédicte Compois : les éléments présentés sont lisibles et clairs ; il est important de partager sur le déficit qui n'est pas uniquement lié aux actions de développement de l'activité.

Laurent Ciubini : le déficit ne représente en effet que 6 % du budget et la trésorerie fédérale est très importante, malgré les quelques tensions enregistrées. Il faut également tenir compte des impacts exceptionnels dont les reclassements des CAC, les rattrapages URSSAF/cotisations et une inflation entre 5 et 6 %.

2.3. - Point exécution budgétaire 2023

Ingrid d'Hostingue présente le réalisé 2023 des dépenses et des recettes vs Budget 2023 par Direction (cf tableaux en annexe).

A ce jour la Fédération est à 26 % de consommation du budget pour les dépenses et à 12 % en ce qui concerne les recettes, dont le versement des subventions ANS.

A noter que globalement les procédures achats sont respectées ce qui va permettre de contrôler notre budget.

Pour compléter, Laurent Ciubini fait état du risque sur les CF Juniors de Chartres, inférieur à 10K€ Euros, ce malgré le désengagement de la ville de Chartres. En ce qui concerne le circuit du Giant Open dont le bilan n'est pas totalement finalisé, il existe un risque sur le montant de la subvention à hauteur de 50K€ du Conseil Régional et sur l'affrètement du vol Nice-Paris, avec un delta de 30K€ Euros. Sur la Coupe du Monde de Natation Artistique, le budget devrait être maîtrisé.

Bénédict Compois : l'outil de consommation budgétaire est-il suffisamment adapté pour réaligner et maîtriser les budgets ?

Ingrid d'Hostingue explique que dès que le budget est atteint, il n'est plus possible d'engager de dépenses sur la ligne, hormis pour la partie notes de frais.

Laurent Ciubini ajoute qu'un tableau de la consommation budgétaire est produit chaque mois et une obligation avec les CAC de faire un bilan à mi-année pour réadapter les actions en cas de dépassement. En ce qui concerne l'aspect « notes de frais » a posteriori, il serait judicieux de prendre des mesures en termes de temporalité ou de provisions.

Le Bureau valide l'ensemble des présentations financières.

2.4. - Évolution du règlement financier

Laurent Ciubini présente les propositions des CC spécifiques de chaque discipline :

- L'ensemble des droits d'engagements augmentent de 10 € à 12 €
- En Natation Course, mise à jour des catégories d'âge qui seront effectives à partir du 1^{er} janvier 2024 > alignement des tarifs licence compétition à 12 ans pour les garçons comme pour les filles
- En Natation Eau Libre, mise à jour de l'épreuve de relais des Championnats de France (le 4x1250m devient le 4x1500m)
- En Plongeon, abaissement du délai de déclaration des forfaits avant le début de la compétition (passage de 14 jours à 7 jours)
- En Natation Artistique, diminution des droits de transferts pour les athlètes sélectionnables en EDF inscrites sur liste Sénior (de 5 000 à 4 000 Euros) et Elite (de 10 000 à 8 000 Euros)

En ce qui concerne les Maîtres, Christiane Guérin présentera des propositions pour le Codir du 3 mai prochain.

Les propositions du CC Water-Polo :

- Augmentation des droits d'engagements pour les trophées Elite masculin et féminin :
 - Pierre Garsau de 750 à 1000 €
 - Alice Milliat de 500 à 750 €
- Diminution des droits d'engagements :
 - Pour la phase finale des Championnats de France N3 Masculin (de 1250 € pour chaque équipe qualifiée à 500 € pour les demi-finalistes et 1000 € pour les finalistes)

- Pour les phases finales U15/U17 Masculin Honneur (de 750 à 500 €)
- Les droits de transferts sont étendus à tous les joueurs de N1 et N2 (seuls les joueurs transférés à un niveau supérieur étaient concernés)
- Augmentation des droits d'entrée des joueurs non JIFF (de 2500 € pour tout joueur à un échelonnement selon le niveau du joueur allant de 8500 € à 2000 €)

Benjamin Mercier évoque la problématique de l'arrêt de l'activité de décembre à mars qui pourrait entraîner un cumul des dépenses en début de saison.

Stéphane Metzger trouve que la proposition d'augmentation des droits de transfert est illisible du point de vue des clubs (parfois des droits de transferts très importants sont versés pour des joueurs qui ne sont pas très bons et peu de droits pour des joueurs avec une réelle valeur ajoutée).

Julien Issoulié part du principe qu'un joueur étranger, malgré sa plus-value, prend la place d'un joueur français. Le paiement des droits de transfert permet d'investir sur la formation de nos jeunes via le PPF.

Benjamin Mercier met l'accent sur le fait que le service juridique met une réserve sur le paiement des droits de transfert pour un ressortissant européen.

D'autres propositions sont actuellement à l'étude :

- Faut-il supprimer l'affiliation animation ? (CC licences) – réponse du Bureau : OUI
- Faut-il augmenter à 400 € les droits d'affiliation ? (Fin de l'effet de relance post covid) – réponse du Bureau : OUI
- Faut-il augmenter les pénalités financières pour manquement à l'obligation de licence ? (CC licences) – réponse du Bureau : OUI
- Faut-il suivre la courbe de l'inflation sociétale en augmentant de 7 % tous les « petits » tarifs (droits de transfert, pénalité diverses...) ? – réponse du Bureau : OUI
- En Water-Polo, est-il possible de diminuer les indemnités accordées aux délégués fédéraux ? – réponse du Bureau : NON

Un débat s'instaure en ce qui concerne la justification de cette dernière proposition notamment un retour en arrière sur des acquis, dans un contexte inflationniste (augmentation notamment des frais d'hôtellerie).

Il est précisé que sur les remboursements de frais, l'Etat a mis en place des mesures fiscales plus avantageuses ; une communication sera intégrée au règlement financier (ainsi privilégier l'abandon de frais peut être plus intéressant).

Patrick Perez trouve dommage et symptomatique que les conversations tournent autour de l'économie du Water-Polo. Il faut réfléchir sur la problématique globale des officiels afin d'avoir un fonctionnement équitable. On pourrait également imaginer que les frais d'hébergement et de restauration soient transférés à la charge des clubs organisateurs.

En ce qui concerne la venue des joueurs étrangers, il estime que cela est problématique pour le développement de notre équipe de France ; si nos meilleurs joueurs français ne jouent pas ils auront du mal à progresser.

Stéphane Metzger : attention aux charges que l'on pourrait ajouter aux clubs.

Jean-Luc Manaudou : pourquoi est-ce à la Ligue d'indemniser les arbitres et non pas aux clubs, comme cela se fait par exemple au Handball ?

Benjamin Mercier rappelle que les ligues doivent déclarer à la Fédération les indemnités versées aux arbitres.

Ces propositions seront retravaillées avant présentation au Codir du 3 mai prochain.

3. Validation de la feuille de route Aqua Vista à horizon 2028

Laurent Ciubini précise qu'il s'agit aujourd'hui de faire un point à date sur les chantiers Aqua Vista mis en route, et plus spécialement la réécriture de l'ensemble des applicatifs. Pour information, un point mensuel avec les correspondants informatiques des ligues a été mis en place et le CC transition numérique a été réactivé afin que tous soient impliqués dans cette feuille de route.

Guillaume Duarte et Vincent Baudevin font un point sur l'avancement des projets en cours d'exécution, et présentent la feuille de route 2023 du projet Aqua Vista jusqu'à l'horizon 2028.

En ce qui concerne le budget, pas de sujet particulier (267K€ consommé sur les 708K€ de budget), hormis un léger débordement sur la partie CRM, en raison d'une charge pilotage reportée sur ce poste.

CRM : la prise en main de cet outil par les services fédéraux visant à gérer la relation entre les licenciés et la Fédération s'est bien passée, avec une première communication lancée avec l'outil Arenamatrix avec des résultats très positifs, dont 1300 comptes créés sur l'application Swimming Heroes.

DATAVIZ : de bons résultats avec un chantier qui arrive bientôt à son terme. L'objectif de cet outil est de donner accès aux données en rendant les équipes métiers autonomes sur leur utilisation. Plusieurs tableaux de bord dédiés sont actuellement en cours de réalisation.

Académie de la Natation – Savoir Nager en Sécurité : cet outil entrera en vigueur en septembre 2023. Pas de sujet particulier sur ce chantier. Des contacts sont actuellement en cours avec le Ministère pour faire les développements nécessaires.

Plateforme digitale : l'objectif est d'unifier l'écosystème des applicatifs et sites de l'environnement FFN via le déploiement d'un site vitrine. Le cahier des charges est réalisé, dans l'attente du choix en cours du prestataire : une navigation simplifiée au travers une arborescence unique, de nouvelles fonctionnalités à destination du grand public et une obsolescence corrigée et des contenus mis à jour.

Circuit licence : l'idée est de faire une première digitalisation du format papier de la licence avec la saisie directe des données par le licencié : gain de temps pour le club, fiabilisation des données.

Refonte de l'architecture technique : la définition de l'architecture cible est achevée (soutien de nos applications et bases de données). Nous sommes actuellement sur le choix des composants de cette architecture. Après audit approfondi, il est ressorti le besoin de refondre les applicatifs Extranat, les retravailler et y apporter des améliorations. La charge nécessaire pour réaliser les travaux de refonte est estimée à 4701 jours/homme.

Proposition pour réaliser cette refonte : réduction du périmètre du projet Aqua Vista initial, mobilisation de 2 développeurs en interne pour absorber une partie de la charge de travail, étalement des travaux de refonte à horizon 2028.

La feuille de route :

2024 : ENF – Licence et Affiliation – Espace licencié V1

2025 : Eau Libre – Facturation/paiement – Portails utilisateur – Plongeon

2026 : Natation Course

2027 : Natation Course – Natation Artistique – Agenda compétition – E-learning – Mise à jour du site vitrine – Espace licencié V2

2028 : Officiels – Brevets fédéraux – Animation – Sites satellites – Water-Polo – Labellisation

Le coût de la refonte SI en prestation externe et pilotage est estimé à 2 530 K€ lissés sur les 5 prochaines années.

Pour compléter, Laurent Ciubini informe que ce projet, étalé sur deux olympiades, est un peu plus cher que prévu. Au regard de la trésorerie fédérale et de l'ampleur du projet, il est proposé d'étudier la possibilité d'avoir recours à un emprunt afin d'étalement l'effort de la charge financière.

Denis Cadon : jusqu'en 2028 nous sommes dans la refonte. Pour autant l'exploitation des systèmes actuels est-elle toujours d'actualité ?

Il est confirmé que l'hypothèse du fonctionnement des systèmes existants qui continuent de tourner a bien été prise en compte, dans l'attente de la refonte.

Le Bureau valide la feuille de route ainsi que la possibilité d'emprunt pour le financement de cet investissement qui sera soumis au vote de l'Assemblée Générale.

La présentation complète est jointe au présent procès-verbal.

4. Point sur les lieux d'organisation 2023

- ✓ Le Bureau valide l'organisation des CF Hiver de Natation Artistique du 7 au 10 décembre 2023 à **Montceau les Mines**
- ✓ CF Juniors 25m décembre 2023 : suite à l'information communiquée en début de réunion, le Bureau acte le retrait de Dunkerque pour cette organisation en raison du retard pris dans l'achèvement des travaux de la piscine et enregistre la candidature de Montluçon, avec l'aval de la Ligue AURA. Avant d'entériner officiellement cette organisation, une visite sera prochainement programmée sur site afin de confirmer la faisabilité.

Gilles remercie la Ligue AURA, le Comité Départemental et le Club pour l'organisation remarquable des Championnats de France Hiver des Maîtres 25m au Puy en Velay en souhaitant que cet équipement puisse s'inscrire dans l'organisation d'autres Championnats nationaux.

5. Affaires sportives

5.1 – Échanges suite à une réunion des clubs Elite de Water-Polo (en annexe)

Julien Issoulié revient sur la réunion des clubs Elite de Water-Polo du 12 mars dernier qui a amené les clubs à formuler des propositions sur la gouvernance de la discipline, dont un besoin de transparence et de communication, ce qui va dans le sens de la réflexion fédérale actuelle. Sur le sujet des relations et du comment mieux travailler ensemble, un temps d'échanges s'est tenu avec les élus du Codir concernés, sachant que les échanges ont surtout porté sur les clubs Elite, la problématique des JIFF et de l'arbitrage. Une nouvelle réunion se tiendra dans les prochaines semaines.

Gilles Séziane : nous devons apaiser et dédramatiser le propos et trouver le bon tempo pour arriver à travailler avec tout le monde. La volonté de la Fédération de développer le Water-Polo ne doit pas être mise en doute. Il rappelle que les clubs ont certes des droits d'engagement mais que la Fédération investit sur ces fonds propres pour le développement de cette discipline qui n'est presque pas soutenue par l'ANS (100k€ par an sur + 900k€ pour les équipes de France de WP)

Stéphane Metzger confirme que l'absence de communication récurrente et efficiente sur les problèmes du moment est le problème n°1. Les clubs ne se sentent pas considérés par la Fédération avec comme ressenti une augmentation de l'ensemble des coûts, avec de moins en moins de services associés, une visibilité en baisse et l'impression de ne pas être associés à un projet global. Une des volontés des clubs serait de créer un organe d'association des clubs.

Benjamin Mercier n'est pas contre l'idée d'une association des clubs ; rien n'est insurmontable si l'on entame un dialogue constructif et que l'on avance tous dans la même direction, de manière pragmatique et factuelle.

6. Calendrier institutionnel

- ✓ **Mercredi 3 mai** : visite du CAO et Codir à Clichy
- ✓ **Vendredi 2 et Samedi 3 juin** : AG à Lille

7. Questions diverses

7.1 – Coupe de France des Liges de Plongeon : Jean-Luc Manaudou demande des précisions sur la philosophie d'ensemble et l'objectif de cette nouvelle compétition.

Julien Issoulié répond que cette compétition a pour objectif de faire participer le maximum de plongeurs et de fédérer la communauté du plongeur qui se rencontre très peu. Il s'agit davantage d'une activité de promotion que d'une compétition. A l'issue du bilan de cette première édition, il faudra arriver à trouver le meilleur format, en réduisant peut-être les effectifs ou en focalisant plus sur certaines catégories.

7.2 – Proposition de modification statutaire : Stéphane Metzger demande si la Fédération prévoit de modifier les statuts pour permettre aux Liges d'avoir la possibilité d'avoir des modes de scrutins différents, en pouvant notamment organiser des scrutins de listes lors de leurs assemblées générales.

Laurent Ciubini confirme que la Fédération a obtenu l'accord du Ministère de pouvoir mixer les modes de scrutin (uninominal ou de listes). Cette proposition sera soumise à l'arbitrage du Comité Directeur du 3 mai prochain.

73 – Report du lancement de l'ENF rénové : Dominique Lagier informe qu'en raison des problématiques relatives aux travaux de rénovation des SI FFN et des travaux relatifs aux SI dans le cadre de la rénovation de l'ENF, le lancement de la nouvelle mouture de l'ENF est repoussé à septembre 2024.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 17h30.

La Secrétaire Générale
Dominique CUPILLARD

Le Président
Gilles SEZIONALE